

Publié le 21 avril 2009 à 11h14 | Mis à jour à 14h46

Registre des armes à feu: le Bloc veut la fin de l'amnistie

Lina Dib

La Presse Canadienne
Ottawa

Le Bloc québécois réclame la fin de l'amnistie dont jouissent ceux qui n'enregistrent pas leurs armes de chasse. Cette amnistie est continuellement renouvelée depuis que les conservateurs sont au pouvoir.

Les bloquistes utilisent leur journée d'opposition au Parlement, mardi, pour débattre de cette question, en profitant de l'occasion pour reprendre leurs arguments pour le maintien complet du registre des armes à feu.

Le porte-parole du parti en matière de sécurité publique, Serge Ménard, a ouvert le débat, mardi, dans un discours où il a dénoncé l'effet pernicieux de cette amnistie qui, selon lui, dure depuis trop longtemps et rend le registre de moins en moins fiable.

Le député Ménard croit que le gouvernement Harper fait le calcul suivant: «ils espèrent ainsi que les policiers qui sont les premiers supporteurs, dans leur quasi-totalité, du registre des armes à feu finissent par dire que le registre n'est pas fiable et que ce soit donc une raison pour l'abolir».

Les policiers étaient justement sur la colline parlementaire, mardi, pour une journée de lobby.

Croisé dans les couloirs du parlement entre deux rencontres avec des élus, Michel Roth, directeur à l'Association canadienne des policiers, a assuré que son organisme n'est pas sur le point de changer d'avis sur la nécessité du registre.

Il affirme que les policiers consultent ce registre avant de décider comment intervenir, ce qui peut leur sauver la vie. «Non seulement la vie de policiers, mais probablement la vie d'honnêtes citoyens également qui pourraient être pris dans un feu croisé lors d'une intervention dans une maison. Ces gens-là seraient aussi inutilement exposés si on n'intervenait pas de la bonne façon», a dit M. Roth.

Mais ni les arguments des policiers, longtemps répétés, ni ceux de l'opposition bloquiste et libérale ne convainquent le gouvernement.

Le secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique a été le premier à prendre la parole au nom du gouvernement dans ce débat. Dave MacKenzie a énuméré

mardi les mesures prises par son gouvernement pour lutter contre le crime, en citant deux en particulier: le transfert d'argent aux provinces spécifiquement pour l'embauche de nouveaux policiers et l'embauche de 1500 nouveaux agents de la GRC.

«Ces deux initiatives à elles seules seront plus efficaces que ne l'a jamais été et ne le sera jamais le registre des armes d'épaule pour lutter contre le crime», a-t-il fait valoir.

Ce débat sur l'amnistie qui perdure pour l'enregistrement des armes de chasse s'inscrit dans un débat parlementaire plus large qui devrait se transporter bientôt au Sénat, où le gouvernement a déposé un projet de loi pour l'abolition d'une partie du registre des armes à feu. Les libéraux, majoritaires au Sénat, n'ont pas l'intention de permettre l'adoption de ce projet de loi.

Parallèlement à ces techniques parlementaires classiques, le Bloc a organisé un visionnement du film *Polytechnique* en soirée, mardi, sur la colline. Les bloquistes espèrent que ce film, qui raconte la tragédie de l'école Polytechnique où 14 jeunes femmes ont été tuées en 1989, rappellera aux députés et sénateurs les raisons d'être du registre des armes à feu.